



Procès-Verbal des délibérations du Conseil Municipal

Arrondissement de
SELESTAT-ERSTEIN

Séance du 8 juin 2020

Nombre des conseillers

élus : 15

Conseillers en fonction : 15

Conseillers présents : 13

Sous la présidence de M. Denis RUXER, Maire

Absents excusés :

Francesco DE PALMA

(donne procuration à MULLER Philippe), Isabel DA MATA
RAFAEL

1. Adoption du procès-verbal du 28 mai 2020
2. Fonction des adjoints
3. Mise en place des commissions et représentations diverses
4. Fixation des indemnités de fonction
5. Délégation du Maire et des adjoints
6. Vote des taux d'imposition 2020
7. Proposition de cession « zone d'activités Spittelfeld »
8. Embauche d'un adjoint technique supplémentaire
9. Demande de subvention au Conseil Départemental « Réaménagement revêtement drainant au Centre Socio-Culturel »
10. Mise en place de PV déjections canines
11. Régie de recettes pour média filtrants
12. Divers

1. Adoption du procès-verbal du 28 mai 2020

Le procès-verbal de la séance du 28 mai est adopté à l'unanimité

2. Fonction des adjoints

Le maire définit les fonctions de chaque adjoint :

1er adjoint : Philippe MULLER prend en charge la gestion du service technique de la commune (voirie, réseaux, bâtiments), la gestion du fleurissement, la gestion du personnel communal et la participation aux commissions

2ème adjoint : Alain MASSON prend en charge la gestion des affaires culturelles, sociales, associatives, gestion de la communication (site internet, bulletin municipal), la gestion de l'école, le développement durable et la participation aux commissions.

3ème adjoint Christophe COURRIER prend en charge la gestion du centre socio-culturel (AGESC), relations avec les associations, jeunesse, fêtes et la participation aux commissions.

Adopté à l'unanimité

3. Mise en place des commissions et représentations diverses ORGANISMES EXTERIEURS

Communauté de Communes de Barr Bernstein : Denis RUXER (titulaire), MULLER Philippe (suppléant)

Syndicat Mixte du Piémont des Vosges : Denis RUXER (titulaire), MULLER Philippe (suppléant)
SMICTOM: Alain MASSON, Sandrine SOLLE
SDAU : Christophe COURRIER
Correspondant Défense : Alain MASSON
Prévention routière : Valérie CREUTZBURG Chantal D'ALPAOS
Syndicat Forestier des 26 communes : Philippe MULLER
Etablissement Public Foncier Local du Bas-Rhin : RUXER Denis (titulaire), COURRIER Christophe (suppléant)

SDEA – Syndicat des eaux et de l'assainissement :

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal qu'en prolongement du renouvellement des conseils municipaux de mars 2020, il convient de désigner les représentants siégeant au niveau local, territorial et global du SDEA, conformément à ses statuts.
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment ses articles L.2121-21 ;

Vu les Statuts du SDEA et notamment ses articles 9, 11, 14 et 26 ainsi que son Annexe 2 fixant la représentation de chaque périmètre intégré à 1 délégué par commune, par tranche de 3000 habitants et par compétence ;

Après avoir entendu les explications fournies par Monsieur le maire ;

Le Conseil Municipal décide,

de désigner en application de l'article 11 des Statuts modifiés du SDEA

pour l'eau potable :

M. Denis RUXER délégué titulaire et M. Christophe COURRIER délégué suppléant de la Commune de Saint-Pierre au sein de la Commission locale eau potable et des Assemblées Territoriale et Générale du SDEA

pour l'assainissement :

Christophe COURRIER délégué titulaire et Denis RUXER délégué suppléant de la Commune de Saint-Pierre au sein de la Commission locale eau potable et des Assemblées Territoriale et Générale du SDEA

Adopté à l'unanimité

COMMISSIONS ET DIVERS INTERNES

Urbanisme et Travaux

- **Commission travaux :** MULLER Philippe Chantal D'ALPAOS Estelle MONPEYSSSEN
- **Commission Communale d'Action Sociale :** tous les membres du conseil municipal
- **Conseil d'école :** MASSON Alain, POOS Stéphanie, Laurent EISENECKER, SCHWAB Nadia
- **Comité des Fêtes :** Alain MASSON, tous les membres du conseil municipal
- **Association de Gestion des Equipements Socio-Culturels (AGESC) :** COURRIER Christophe, Laurent EISENECKER, David HOLTZINGER, Valérie CREUTZBURG
- **Comité de rédaction du bulletin municipal :** Alain MASSON, Stéphanie POOS, Nadia SCHWAB, Sandrine SOLLE
- **Commission des Finances :** Adjoints, Estelle MONPEYSSSEN, Chantal D'ALPAOS, Francesco DI PALMA, Sandrine SOLLE

- **Commission Appel d'Offres :** Adjoints, Estelle MONPEYSEN, Damien GRESSLER

Commission Communale des Impôts Directs :

- **Représentants des contribuables soumis à la taxe foncière sur les propriétés non bâties :**
Nadia SCHWAB, Estelle MONPEYSEN, David HOLTZINGER, MULLER Philippe
 - **Représentants des contribuables soumis à la taxe foncière sur les propriétés bâties :**
Damien GRESSLER, Philippe MULLER, Chantal D'ALPAOS, COURRIER Christophe
 - **Représentants des contribuables soumis à la taxe d'habitation :** Stéphanie POOS, Sandrine SOLLE, Francesco DE PALMA, Isabel DA MATA RAFAEL
 - **Représentants des contribuables soumis à la taxe professionnelle :** Vincent HAAG, Valérie CREUTZBURG, Alain MASSON, EISENECKER Laurent
- Représentants des contribuables soumis à un impôt foncier et non domiciliés dans la commune :** Monsieur MESSNER Joël de STOTZHEIM et Madame Pascale STIRMEL d'EPFIG

Association Foncière : Francesco DE PALMA

4. Fixation des indemnités de fonction
Le conseil municipal,

Le président donne lecture au conseil municipal des dispositions relatives au calcul des indemnités de fonctions des maires adjoints, et l'invite à délibérer.

Le conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2123-20 à L. 2123-24,
VU le Code général des collectivités territoriales, notamment son article R 2123-23-1

Vu le Code des communes, notamment ses articles R. 123-1 et R. 123-2.

Considérant que l'article L. 2123-23 du Code général des collectivités territoriales fixe des taux maximum et qu'il a lieu de ce fait de déterminer le taux des indemnités de fonction allouées au maire et aux adjoints.

Population de Saint-Pierre au dernier recensement : 648

VU les élections du maire et des adjoints le 28 mai 2020

Montant des indemnités de fonctions brutes mensuelles des maires et adjoints applicables depuis le 29 décembre 2019

| Population | Taux maximal % indice brut 1027 | Indemnité mensuelle brute |
|----------------|------------------------------------|---------------------------|
| 500 à 999 h. | Maire 40.3% | 1567.43 € |
| | Adjoints 10.7% | 416.17 € |
| Montant annuel | Maire + 3 adjoints | € 33 787.68 |

Les explications entendues, le Conseil à l'unanimité

Adopte la proposition de Monsieur le Maire

Charge celui-ci de sa mise en œuvre à partir du 29 mai 2020

Adopte la proposition de Monsieur le Maire

5. Délégations du Maire et des adjoints

Entendu M. le Maire qui expose que les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (article L2122-22 modifié par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 – art. 92) permettent au Conseil municipal de déléguer au maire un certain nombre de ses compétences,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

De fixer, dans les limites déterminées par le conseil municipal, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal ;

De procéder, dans les limites des emprunts prévus au budget fixé par le conseil municipal, à la réalisation de ceux-ci pour financer les investissements prévus au budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

De créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal ;

D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil municipal ;

De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le conseil municipal ;

De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal ;

D'exercer, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le conseil municipal, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du code de l'urbanisme ;

D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ;

De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune.

D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

Ces délégations prennent effet au 28 mai 2020

Suite au renouvellement du mandat municipal, il y a lieu de prendre une nouvelle délibération concernant la délégation du maire aux adjoints

Après explications, le conseil municipal

DECIDE

En cas d'absence du Maire, la premier adjoint MULLER Philippe est habilité à signer tout document

En cas d'absence du Maire et de la Premier Adjoint, le deuxième adjoint, Monsieur Alain MASSON est habilité à signer tout document

En cas d'absence du Maire, du premier et du deuxième adjoint, le troisième adjoint, Monsieur Christophe COURRIER est habilité à signer tout document

Adopté à l'unanimité

6. Vote des taux d'imposition 2020

La commune a réceptionné l'Etat de Notification des taux d'imposition des taxes directes locales pour 2020 (Etat 1259) stipulant les bases prévisionnelles 2020.

| Taxes | Bases d'imposition | | 2019 | | 2020 | |
|--------------|--------------------|--------|--------|---------------|--------|--------------|
| | 2019 | 2020 | Taux | Produits | Taux | Produits |
| T.H | 740507 | 753600 | 18.69% | 138401 | 18.69% | 140848 |
| F.B | 642862 | 647600 | 9.41% | 60493 | 10.23% | 66226 |
| F.N.B | 45638 | 46200 | 41.18% | 18794 | 44.75% | 20675 |
| Total | | | | 217688 | | 86901 |

+ allocations compensatrices 7319
- prélèvement FNGIR 34561

200 507 €

Augmentation de 1%

2 contre, 2 abstentions, 9 pour
Adopté à la majorité

7. Proposition de cession « zone d'activités Spittelfeld »

La commune a réceptionné une demande d'acquisition pour la dernière parcelle de 3, 40 ares. Le maire fait lecture du courrier.

Après discussion, le conseil décide de ne plus proposer le terrain à la vente et souhaite le garder en réserve foncière pour la commune.

Adopté à l'unanimité

8. Embauche d'un adjoint technique supplémentaire

La pratique du zéro pesticide depuis 2014 a vu augmenter le travail aux espaces verts. Un seul agent ne suffit plus pour pallier à toutes les tâches du service technique.

Monsieur le maire informe l'assemblée que, conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide :

1 - La création d'un emploi d'adjoint technique territorial à temps complet pour remplacer l'agent communal titulaire qui est en détachement depuis début mai 2020 et ainsi renforcer l'équipe technique –espace verts à compter du 29 juin 2020 pour une durée d'un an.

Cet emploi peut être exercé par un agent non titulaire dont les fonctions relèveront de la catégorie C dans les conditions fixées à l'article 3 et suivants de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984. La rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire correspondant au grade d'adjoint technique territorial.

2 - De modifier ainsi le tableau des emplois.

3 - D'inscrire au budget les crédits correspondants.

Adopté à l'unanimité

9. Demande de subvention au Conseil Départemental « Réaménagement revêtement drainant au Centre Socio-Culturel »

Le Maire rappelle l'opération inscrite dans le budget primitif 2020 « Aménagement extérieur au Centre socio culturel ».

Les premiers devis s'élèvent à 55 900 € TTC ;

Ces explications entendues, le Conseil

Décide de la réalisation des travaux

Prévoit le plan de financement suivant :

| | |
|--|---------------------|
| Dépenses : | 46 584 H.T |
| | 55 900 € TTC |
| Recettes : | |
| - Autofinancement | 23 080 € |
| - FCTVA | 8 385 € |
| - Subvention Conseil Départemental dans le cadre du fonds de solidarité rurale | 14 907 € |
| - Subvention Agence de l'eau | 9 528 € |
| TOTAL TTC | 55 900 € |

Les crédits correspondants sont inscrits au Budget Primitif 2020

Autorise le maire à prendre toute décision et signer toute pièce de manière à favoriser l'aboutissement de cette opération

Adopté à l'unanimité

10. Mise en place de PV déjections canines et déchets diverses sur la voie publique

ABANDON DE DEJECTION EN DEHORS DES EMPLACEMENTS AUTORISES (code NATINF 26512).

Le texte juridique prévoyant l'infraction est l'article R. 633-6 du Code Pénal

La sanction encourue est une contravention de 3ème classe - amende forfaitaire de 68 euros (à payer sous 45 jours ouvrables sous peine de majoration).

Le Maire, en sa qualité d'Officier de Police Judiciaire, peut donc constater par procès-verbal blanc les infractions relatives aux déjections canines sur le banc communal. Il conviendra qu'il les constate lui-même.

Le procès-verbal sera à adresser à l'officier du ministère public compétant sur la circonscription (COLMAR).

En outre, le procès-verbal devra comporter un certain nombre de mentions telles que :

- l'identité et qualité du Maire (verbalisateur),
- l'identité complète du contrevenant (nom, prénom, date et lieu de naissance, adresse complète),
- le lieu, date et nature exacte de l'infraction (Abandon de déjection en dehors des emplacements autorisés - code natinf 26512),
- le texte juridique prévoyant et réprimant l'infraction (article R. 633-6 du Code Pénal),

- la signature du Maire (verbalisateur) et cachet de la mairie.

La Gendarmerie Nationale reste bien-sûr compétente pour relever ce genre d'infraction, à condition que l'agent verbalisateur constate lui-même l'infraction.

Des dispositions vont être prises prochainement concernant les déchets divers laissés à l'abandon sur la voie publique comme les encombrants, les mégots de cigarette ou les masques

11. Régie de recettes pour média filtrants

L'encaissement du produit de la vente des filtres utiles aux masques distribués à la population nécessite par ailleurs la création d'une régie de recettes.

Il est, par conséquent, demandé au Conseil Municipal de décider de créer une régie de recettes destinée à l'encaissement du produit de la vente des filtres, étant entendu que Madame Brigitte JEHL assumera les fonctions de régisseur titulaire et que Madame Nathalie BURGER assumera, pour sa part, les fonctions de régisseur suppléant.

LE CONSEIL MUNICIPAL après en avoir délibéré,

- Fixe le tarif de vente de la manière suivante :
 - 2.20 € le paquet de 10 média filtrants
- Décide de créer une régie de recettes destinée à l'encaissement du produit de la vente des filtres au public,
- Précise que Madame Brigitte JEHL interviendra en qualité de régisseur titulaire et que Madame Nathalie BURGER interviendra en qualité de régisseur suppléant.

Adopté à l'unanimité

12. Divers

- Le Conseil Départemental du Bas-Rhin demande l'avis du conseil municipal quant à la création d'une micro crèche aux Missions Africaines
Le conseil émet un avis favorable
- Des travaux d'enrobés sur RD 1422 sont prévus du panneau d'agglomération côté nord au carrefour avec la rue des ateliers en 2020
- Le maire fait lecture d'une lettre de remerciement de l'institut COTTOLENGO à Epfig pour la mise à disposition de l'école pour organiser la garde des enfants des salariés des établissements médico-sociaux de la fédération de charité Caritas Alsace. soignants pendant le confinement
- Date de rattrapage Ochterputz : 13 juin 2020 à 8h30 RDV à l'atelier communal
- Le prochain conseil est prévu le 6 juillet à 19 h 00



SOUS-PREFECTURE

12 JUIN 2020

67 SELESTAT-ERSTEIN